

2017^e séance

Lundi 5 novembre 1973, à 15 h 5.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.2017

POINT 59 DE L'ORDRE DU JOUR

Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général (suite)
[A/9154]

1. M. KHMIL (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que de l'avis de sa délégation, c'est à juste titre que les organes des Nations Unies jugent si importants, pour la garantie effective des droits de l'homme, la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. On ne peut, lorsqu'on parle des droits et des libertés de l'individu, rester indifférent devant le fait que des peuples entiers sont privés des droits et des libertés fondamentales. Ainsi, l'élimination du colonialisme et du racisme, qui sont les formes les plus outrageantes, les plus violentes, de ce refus des droits et des libertés, constitue-t-elle la tâche la plus importante de la communauté internationale dans le domaine des droits de l'homme. Il existe encore en effet des vestiges du colonialisme en République sud-africaine, en Namibie, au Zimbabwe, au Mozambique et en Angola sans parler de l'occupation illégale, par le Portugal, de la Guinée-Bissau. Dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'Organisation des Nations Unies a indiqué clairement quelles sont les obligations des Etats qui gouvernent ces peuples. Elle a, chaque année, adopté des résolutions réaffirmant le principe du droit à l'autodétermination et à l'indépendance et la légitimité de la lutte contre les régimes coloniaux, la discrimination raciale et l'exploitation étrangère par tous les moyens, y compris la lutte armée. Toutefois, non seulement l'Afrique du Sud et le Portugal ne tiennent pas compte des décisions de l'Organisation des Nations Unies, mais leurs représentants déclarent qu'ils sont les seuls à avoir raison.

2. Il y a plus. Ainsi qu'il est clairement apparu lors de la discussion du point 53 relatif au projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, les régimes de Lisbonne, de Pretoria et de Salisbury ne pourraient se maintenir sans l'aide et la coopération de certains Etats Membres, et notamment de certains pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). D'ailleurs, et le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale dans les textes qu'ils ont adoptés au sujet de la Namibie, de l'Afrique du Sud, des territoires administrés par le Portugal et du régime raciste de Rhodésie du Sud, ont dû, à maintes reprises, condamner les pays qui, au mépris des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, continuent d'entretenir avec ces trois régimes des relations diplomatiques et commerciales, voire de leur fournir des armes. Le colonialisme et le racisme comme en

témoigne l'histoire, sont malheureusement deux aspects indissolubles de l'impérialisme. C'est pourquoi les impérialistes cherchent à démontrer que le colonialisme comme le racisme peuvent mener à l'indépendance, ce qui est faux. Ils veulent prouver que le dialogue entre la métropole et les colonies mène peu à peu à la décolonisation, et que toute aide aux mouvements de libération entrave cette évolution. Ceux qui tirent avantage des investissements étrangers dans les territoires coloniaux veulent établir que seuls les contacts aident à transformer les maux du colonialisme en un bien. On ne saurait prendre au sérieux les arguments ainsi avancés par ceux qui appuient ces régimes et par ces régimes eux-mêmes pour se justifier. Pensent-ils d'ailleurs que lorsque les peuples asservis se seront libérés ils pardonneront à ceux qui se sont efforcés de faire durer les régimes qui les opprimaient ?

3. Aux termes du paragraphe 4 de l'Article 1 de la Charte, l'Organisation des Nations Unies doit être un centre de coordination de l'action des gouvernements pour atteindre des objectifs communs, et cela est particulièrement vrai dans le domaine du respect des droits de l'homme. La tâche de l'Organisation des Nations Unies est de chercher à faire respecter ses décisions et le projet de résolution qu'adoptera en définitive la Troisième Commission devrait aller dans ce sens.

4. M. NASSER-ZIAYEE (Afghanistan) voit dans le droit à l'autodétermination la clef de voûte des droits de l'homme. L'Afghanistan a appuyé tous les efforts qui ont été déployés pour faire reconnaître l'autodétermination comme un droit inaliénable de tous les peuples et, cette reconnaissance une fois acquise, il a tout fait pour aider la lutte d'émancipation des peuples sous domination coloniale et étrangère. L'Afghanistan appuie les aspirations des mouvements de libération des peuples du Zimbabwe, de la Namibie, de l'Angola, du Mozambique, de la Palestine et de tous ceux dont le cas n'a pas encore été examiné à l'Organisation des Nations Unies et il restera toujours à l'avant-garde du combat contre la domination étrangère et le colonialisme.

5. Le colonialisme est généralement en déclin, et c'est là l'une des grandes réalisations de l'époque contemporaine car le colonialisme accroît les risques de conflit armé, du fait notamment que les peuples opprimés n'ont pas d'autre recours que la force. La République d'Afghanistan s'est félicitée de l'indépendance de la Guinée-Bissau et a reconnu celle-ci. M. Nasser-Ziayee, saluant cette grande victoire des mouvements de libération, rappelle que l'Afghanistan a été parmi les nombreux pays qui ont multiplié les efforts à l'Organisation des Nations Unies pour mettre fin à l'occupation illégale de certains secteurs de l'Etat souverain de Guinée-Bissau par les forces militaires portugaises.

6. Mais, par colonialisme, il faut entendre toutes les formes et manifestations de domination étrangère — politique, économique ou culturelle — et

non pas seulement le colonialisme de type occidental. Or si celui-ci sous ses formes classiques est en voie de disparition progressive, malheureusement, certains peuples et territoires demeurent encore sous la domination d'autres pays, souvent même de pays qui ont eux-mêmes souffert de l'occupation coloniale. Le droit à l'autodétermination reste ainsi refusé à des millions de personnes et cet état de choses est cause de tensions et d'inquiétude.

7. L'Afghanistan croit fermement que la paix et la stabilité dépendent uniquement du respect et de la mise en œuvre du droit à l'autodétermination car c'est désormais un droit fondamental et non un principe abstrait. C'est à l'épreuve que l'on reconnaîtra si ceux qui se posent en défenseurs de ce droit sont sincères et le défendent effectivement dans tous les cas et en tous lieux.

8. La délégation afghane se félicite que des efforts soient en train en vue de présenter un projet de résolution et se déclare prête à y coopérer.

9. M. LEHTIHET (Algérie) dit que lorsque la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale a été adoptée, les auteurs étaient convaincus que son application pourrait amener l'élimination totale et rapide de la discrimination raciale dans les territoires encore sous domination coloniale et que les peuples colonisés pourraient voir leurs droits fondamentaux reconnus et garantis lorsqu'ils exerceraient librement leurs droits inaliénables à l'autodétermination.

10. Or, 12 ans après l'adoption de cette résolution, 25 ans après la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, beaucoup de pays africains continuent de voir leurs droits à l'autodétermination et à l'indépendance ignorés. Si des progrès sensibles ont été enregistrés dans le domaine de la décolonisation, il est cependant inadmissible que le droit à l'autodétermination continue d'être refusé à des millions de personnes en Afrique australe, au Mozambique, en Angola et en Palestine arabe occupée. Des voix toutefois s'élèvent pour dénoncer la politique rétrograde des puissances occupantes et faire connaître la vérité sur la lutte des mouvements nationaux de libération. Dans le message qu'il a adressé à la Conférence internationale d'experts pour le soutien des victimes du colonialisme et de l'*apartheid* en Afrique australe, tenue à Oslo en avril 1973, le président Boumediène a fait allusion à la conspiration du silence maintenue par les colonialistes et leurs alliés autour des revendications des peuples spoliés de leur patrie (voir A/9061, annexe, appendice III). Cette conspiration du silence a été maintenue du fait de la puissance des moyens d'information des puissances colonisatrices et elle a été renforcée par les agissements des pays membres de l'OTAN. Ces pays, refusant de faire face à leurs responsabilités, apportent aux puissances colonisatrices et racistes telles que le Portugal, la Rhodésie du Sud et l'Afrique du Sud, un appui efficace, d'une part sur le plan de l'information — en maintenant leurs nationaux dans l'ignorance de ce qui se passe dans les territoires colonisés — et, d'autre part, en violant les résolutions des Nations Unies. Forts de cette aide, les régimes de Salisbury, de Pretoria et de Lisbonne ne vont pas s'arrêter à mi-chemin dans leur sinistre travail d'extermination des peuples. Aussi l'Afrique a-t-elle exprimé une fois de plus sa préoccupation devant la situation dans les territoires sous domination étrangère

et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a, à Addis-Abeba, réaffirmé sa volonté politique de libérer l'Afrique en accordant une assistance politique, morale et matérielle aux mouvements de libération. Cette assistance, l'OUA la fournit d'ailleurs également en coopération avec les organismes des Nations Unies conformément à la résolution 2980 (XXVII) de l'Assemblée générale. A cet égard, la coopération des représentants des mouvements nationaux de libération aux travaux des organes de l'ONU s'est révélée précieuse car elle permet de suivre les efforts déployés par ces mouvements pour reconstruire les zones libérées et d'évaluer l'importance de l'aide apportée et des besoins en assistance.

11. L'Algérie, qui salue l'indépendance de la Guinée-Bissau, condamne l'attaque dont ce pays est l'objet de la part du Portugal. La Guinée-Bissau est un pays indépendant, reconnu par plus de 70 pays. Aussi est-il inadmissible que cet Etat souverain continue d'être l'objet d'attaques criminelles de la part du Portugal. La communauté internationale et ceux qui apportent leur aide au Portugal doivent l'inciter à respecter le désir d'un pays souverain à vivre en paix. En parlant ainsi la délégation algérienne n'anticipe pas, elle parle d'une situation qui existe réellement, à savoir l'existence morale, juridique et politique de la République de Guinée-Bissau.

12. L'agression du Portugal contre les autres peuples d'Afrique, l'implantation du régime de Ian Smith et de Vorster sont, pour les Africains, une préoccupation constante. L'Afrique ne peut tendre la main à ceux qui permettent aux régimes racistes de perpétuer leur politique de domination, elle ne peut accorder sa coopération aux pays qui violent l'embargo décrété par l'Organisation des Nations Unies sur la livraison d'armes aux racistes, elle ne peut tolérer la politique hypocrite qui consiste à jeter l'anathème sur un régime tout en faisant fructifier les échanges commerciaux avec lui.

13. Le Portugal, la Rhodésie et l'Afrique du Sud ne doivent pas recevoir d'aide des pays membres de l'OTAN, pas plus que l'Etat sioniste d'Israël qui foule aux pieds le droit des Palestiniens à l'autodétermination. Le peuple palestinien, spolié de son territoire national, mène une juste lutte qui ne doit pas laisser la communauté internationale indifférente, car les recommandations contenues dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux le concernent.

14. Tant que la liberté et la dignité de l'homme en Afrique, en Palestine occupée et à travers le monde seront sacrifiées au profit d'une détente qui n'en tient pas compte, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux restera lettre morte. Il ne saurait y avoir de détente véritable, de coopération durable entre les nations tant que les peuples encore colonisés n'auront pas recouvré leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance nationale.

15. M. SADO (Cameroun) déclare que le Cameroun a comme bien d'autres pays vécu l'amère expérience de la décolonisation avant de devenir la République unie du Cameroun, titre qui indique de façon concise l'évolution dans la stabilité, la dignité et l'unité des institutions nationales camerounaises.

16. Les questions de la décolonisation et d'*apartheid* sont examinées chaque année par l'Assemblée générale. En effet, s'il y a lieu de se féliciter du nombre des pays ayant accédé à l'indépendance depuis l'adoption de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, l'objectif final de la Déclaration n'est pas atteint. Cela est d'autant plus préoccupant que les pays colonisateurs font fi des résolutions des Nations Unies, forts de l'appui de certaines puissances qui n'hésitent pas à faire passer leurs intérêts avant la vie de millions d'êtres humains qui ont le tort d'être nés sur un sol aux ressources économiques multiples et d'avoir la peau noire. Pour cette raison, des peuples entiers sont massacrés et le droit à la liberté de parole, de pensée, les droits de l'homme leur sont refusés.

17. Il ne faut pas oublier non plus que, la colonisation partie, ses effets demeurent. Il y a là un cercle vicieux car ceux-là mêmes qui traitent de sous-développés les pays décolonisés s'obstinent à y demeurer pour les exploiter et pour leur revendre ensuite à des prix exorbitants les produits de cette exploitation inhumaine.

18. Pour ce qui est de l'Afrique du Sud, le problème est différent car il s'agit d'éliminer une politique menée par un gouvernement minoritaire et unanimement reconnue comme portant atteinte à la paix et à la sécurité internationales. Le Cameroun considère la présence du Portugal en Afrique et le Gouvernement raciste de Pretoria comme illégaux et intolérables. Aussi l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité doivent-ils assumer pleinement les responsabilités qui leur sont dévolues aux termes de la Charte.

19. Pour quiconque étudie l'évolution de la situation depuis que l'Assemblée générale a adopté la résolution 1514 (XV), plusieurs constatations s'imposent. Tout d'abord, la lutte des mouvements de libération nationale s'est intensifiée et leurs succès se multiplient et, à cet égard, la délégation camerounaise se félicite une fois de plus de la naissance de la Guinée-Bissau, Etat qu'elle a reconnu immédiatement. Elle espère que la compréhension des Etats Membres qui n'ont pas encore reconnu cet Etat l'emportera sur des considérations d'ordre juridique car, de l'avis de la délégation camerounaise, le droit ne répondrait pas aux impératifs du monde d'aujourd'hui s'il n'était pas en perpétuelle évolution. Le cas considéré est un facteur qui s'inscrit dans le cadre de cette évolution et ces Etats voudront donc accepter cette situation comme un fait de droit, celui du droit à l'autodétermination. Deuxième constatation, l'indépendance tant souhaitée pour les pays de l'Afrique australe ne peut venir d'elle-même : les puissances coloniales racistes et leurs alliés continuent à ignorer les décisions de l'Organisation des Nations Unies. Aussi le Cameroun s'est-il toujours acquitté de sa contribution aux fonds destinés aux mouvements de libération nationale; de plus, il accueille des étudiants venant des pays considérés et il est fermement résolu à œuvrer au sein de l'OUA pour apporter toute l'aide nécessaire, morale, et matérielle, aux mouvements de libération nationale en Afrique australe.

20. La troisième constatation, tout aussi importante, est que l'opinion des Etats Membres sur le problème de la décolonisation a évolué. Alors qu'hier certains pays votaient contre ou s'abstenaient lors des décisions concernant l'autodétermination et l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

aujourd'hui, quelques-uns d'entre eux votent pour et ceux qui votaient contre s'abstiennent. A ces derniers, la délégation camerounaise demande de réviser leur position et de considérer le problème dans toute sa réalité. En effet, l'histoire a montré qu'une volonté nationale est indestructible et la volonté de libération totale de l'Afrique est une volonté nationale.

21. Pour toutes ces raisons, les situations qui prévalent dans les territoires africains sous contrôle portugais et le régime raciste d'Afrique du Sud sont inacceptables pour la délégation camerounaise. En ce qui concerne la situation au Moyen-Orient, le Cameroun ne saurait souffrir l'acquisition de territoires par la force des armes sur le continent africain. La présence d'Israël sur les territoires arabes depuis 1967, son refus de négocier le retrait des troupes sur la base de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité constituent, pour la délégation camerounaise, une menace grave à la paix internationale. C'est pourquoi le Cameroun a dernièrement décidé de rompre ses relations diplomatiques avec Israël.

22. Le représentant du Cameroun s'adresse à ceux de ses frères africains qui représentent le Gouvernement du Portugal à l'Organisation des Nations Unies et notamment à la Commission des droits de l'homme. S'il s'agit là d'un égarement momentané, tout leur sera pardonné lorsqu'ils rejoindront les rangs des combattants de la liberté. Mais s'ils ont choisi consciemment leur voie, on peut se demander ce qu'ils ressentent en voyant leurs frères de race massacrés. Certaines situations, même si elles sont confortables du point de vue matériel, sont honteuses.

23. Exprimant l'espoir que les délibérations de la Troisième Commission apporteront des éléments nouveaux permettant de résoudre les problèmes qu'il a évoqués le représentant du Cameroun dit que sa délégation participera activement à la recherche des solutions qui s'imposent, en respectant l'esprit et la lettre des dispositions de la Charte.

24. M. AL-MADFA (Emirats arabes unis) fait observer que si au cours des 25 dernières années on a assisté à l'accession à l'indépendance de nombreux pays cela a été dû tout d'abord au fait que la Charte a reconnu le droit à l'autodétermination et, deuxièmement, à la lutte des peuples pour l'indépendance. Les Emirats arabes unis, qui ont souffert du colonialisme, appuient pleinement le droit des peuples à déterminer leur propre destin.

25. Cependant, les objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sont loin d'être atteints. En effet, certaines régions de l'Afrique sont encore sous domination étrangère, le Portugal — qui ne saurait subsister sans l'aide des pays de l'OTAN — considère que certains pays de ce continent lui appartiennent, tandis qu'une minorité blanche applique la politique d'*apartheid* en Afrique du Sud — pays avec lequel les Emirats arabes unis n'entretiennent aucune relation. Il est donc indispensable que l'Organisation des Nations Unies adopte des mesures vigoureuses.

26. M. Al-Madfa rappelle que la Troisième Commission a arrêté un programme pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Or, cela fait 25 ans qu'a eu lieu la partition de la Palestine, que 2 millions de Palestiniens

attendent que la même Organisation qui a divisé leur pays leur rende leur foyer. Les sionistes qui ont envahi la Palestine construisent, dans les territoires occupés depuis 1967, des foyers pour y accueillir des émigrants juifs venus du monde entier. Comme l'ont déclaré certains sionistes, il n'y a pas de place pour deux nations et le seul moyen d'agir est de déplacer les Arabes afin de pouvoir absorber les Juifs de la Diaspora. Aussi le représentant des Emirats arabes unis estime-t-il que l'Organisation des Nations Unies doit s'efforcer de restaurer les droits des Palestiniens.

27. M. MOUSSA (Egypte) déclare que la question dont est saisie la Commission est l'une des plus importantes à l'ordre du jour de la vingt-huitième session et rappelle que c'est la Conférence internationale des droits de l'homme réunie à Téhéran en 1968 qui a prié l'Assemblée générale d'élaborer un programme précis pour l'octroi de l'indépendance aux territoires sous domination coloniale, en déclarant notamment que la domination et l'oppression d'un peuple par un autre sont en violation fondamentale des droits de l'homme¹. L'Assemblée générale, dans sa résolution 2649 (XXV) a considéré que l'acquisition et la conservation d'un territoire contrairement au droit à l'autodétermination du peuple de ce territoire était inadmissible et constituait une violation flagrante de la Charte et elle a condamné les gouvernements qui refusent le droit à l'autodétermination aux peuples auxquels on a reconnu ce droit, notamment les peuples d'Afrique australe et de Palestine. A sa vingt-sixième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution 2787 (XXVI), a demandé instamment au Conseil de sécurité ainsi qu'aux Etats Membres de prendre des mesures effectives en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de suivre la question des violations flagrantes et massives des droits de l'homme qui résultent du refus de reconnaître le droit des peuples assujettis à une domination coloniale et étrangère à disposer d'eux-mêmes. Et pourtant, 25 ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme, des millions d'être humains se voient encore refuser le droit à l'autodétermination. La réalisation universelle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'un des objectifs fondamentaux de la Charte des Nations Unies et condition préalable au développement entre les nations de relations amicales et au renforcement de la paix du monde, se heurte à plusieurs obstacles : colonialisme portugais en Afrique, où la Guinée-Bissau est néanmoins parvenue, après des années de lutte héroïque, à conquérir son indépendance; néo-colonialisme, qui vise à vider l'indépendance politique de tout son sens; usurpation, qui allie les politiques colonialiste, néo-colonialiste et expansionniste et dont Israël donne l'exemple le plus frappant; théories racistes enfin, fondées sur la suprématie d'une race, qui prévalent en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud ainsi qu'en Israël.

28. La résistance opposée par les peuples qui subissent ces fléaux est légitime, car ces peuples exercent ainsi leur droit de légitime défense, conformément aux principes énoncés dans la Charte, et ont droit à recevoir une assistance collective. L'Assemblée générale a décidé d'examiner les moyens concrets de fournir une assistance matérielle et humanitaire maximum aux

peuples des régions libérées, des territoires coloniaux et des territoires sous emprise étrangère, de cesser toute assistance aux régimes colonialistes et d'assurer l'isolement de ces derniers de façon à aider les peuples assujettis à accéder à l'indépendance.

29. La délégation égyptienne, pour sa part, propose de dresser un plan orienté vers l'action pour la réalisation effective du droit des peuples à l'autodétermination, plan qui pourrait être fondé sur le rapport du Secrétaire général (A/9154); les mouvements de libération nationale participeraient à son élaboration et à sa mise en œuvre et la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités seraient chargées, en coopération avec les autres organes compétents de l'ONU, d'en suivre l'application.

30. Mme RANA (Népal) note que des progrès importants ont été accomplis dans le domaine de la décolonisation depuis l'adoption de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et estime que l'admission des Bahamas à l'ONU à la présente session est un chapitre important de l'histoire de la décolonisation. Cependant, les progrès accomplis ne doivent pas faire oublier la politique d'*apartheid*, l'occupation de la Namibie par le régime raciste d'Afrique du Sud, l'exploitation de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée-Bissau par les colonialistes portugais et la politique de répression et de discrimination appliquée par le régime minoritaire de Rhodésie du Sud à l'égard de la majorité de la population noire. Les appels innombrables lancés par l'Organisation des Nations Unies à l'Afrique du Sud et les nombreuses résolutions visant à éliminer la politique odieuse d'*apartheid* sont restés à ce jour sans effet; au contraire, le massacre récent de travailleurs africains à Carletonville est un exemple frappant de l'intensification de la politique de répression et d'oppression menée par l'Afrique du Sud. Mais rien n'entamera les aspirations et les espoirs de la majorité noire qui poursuivra sa longue et dure lutte jusqu'à l'indépendance, assurée de l'appui de nombreux Etats Membres qui, au prix de lourds sacrifices économiques, ont appliqué les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et cessé toutes relations politiques, économiques, militaires, culturelles ou autres avec le régime raciste de Pretoria. Pour sa part, le Népal a toujours soutenu les luttes des combattants de la liberté et continuera à appuyer toutes mesures susceptibles de leur permettre d'exercer leur droit à disposer d'eux-mêmes. Mme Rana déplore la collaboration sans cesse accrue des partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud qui ne fait que renforcer la politique inhumaine du régime de Pretoria et elle espère que ceux-ci, écoutant la voix de la raison, appliqueront les résolutions par lesquelles l'Assemblée générale leur a demandé de mettre fin à leur collaboration économique avec l'Afrique du Sud.

31. En Namibie, le maintien de la présence illégale du Gouvernement raciste d'Afrique du Sud constitue non seulement un déni du droit du peuple namibien à l'autodétermination mais une violation de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. La délégation népalaise condamne en particulier la politique des bantoustans, qui est une atteinte à la dignité de l'homme et à l'intégrité

¹ Voir Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XIV.2), chap. III, résolution VIII.

territoriale de la Namibie. En Rhodésie du Sud, les mesures adoptées par le régime illégal de Ian Smith n'ont fait qu'aggraver une situation qui se détériorait déjà. La délégation népalaise estime que le seul moyen de parvenir à un règlement juste et durable du problème rhodésien est de transférer le pouvoir au peuple du Zimbabwe, de retirer de Rhodésie toutes les forces de police et les forces armées sud-africaines et d'abroger toutes les mesures de répression et de discrimination adoptées par le régime actuel. Le Royaume-Uni, Puissance administrante de la Rhodésie du Sud, n'a pas assumé les responsabilités qui lui incombent quant à la sauvegarde des droits de l'homme du peuple du Zimbabwe.

32. Pour ce qui est du Portugal, la délégation népalaise attire l'attention des membres de la Commission sur la résolution 2918 (XXVII) de l'Assemblée générale demandant au Portugal d'engager des négociations avec les mouvements de libération nationale en vue d'obtenir l'application intégrale et rapide de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. La délégation népalaise prie instamment les membres de l'OTAN de retirer toute assistance économique et militaire au Portugal et de se joindre aux peuples qui appuient les combattants de la liberté des territoires sous domination portugaise.

33. Le Gouvernement népalais considère favorablement le programme d'action adopté lors de la Conférence internationale d'experts pour le soutien des victimes du colonialisme et de l'*apartheid* en Afrique australe. La délégation népalaise est également convaincue que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et les autres résolutions pertinentes des Nations Unies ont joué et continueront à jouer un rôle effectif dans l'élimination de la discrimination raciale. Elle demande enfin à l'Organisation des Nations Unies de prendre les mesures nécessaires en vue d'appliquer des sanctions obligatoires contre les Etats Membres qui refusent de mettre en œuvre les résolutions pertinentes des Nations Unies pour l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

34. Mme KOROMA (Sierra Leone) voudrait, à propos de la question à l'examen, appeler l'attention des membres de la Commission sur un certain nombre de points. Les rapports établis par les comités de l'ONU chargés d'étudier la situation économique des territoires coloniaux mettent en évidence l'importance de l'appui économique dont bénéficient les régimes colonialistes, et ce au mépris de la résolution 2955 (XXVII) de l'Assemblée générale, condamnant vigoureusement les Etats membres de l'OTAN et d'autres puissances qui aident le Portugal et d'autres régimes racistes à réprimer les aspirations des peuples à la jouissance des droits de l'homme. Il est bien connu que le Portugal, pays pauvre et sous-développé, ne pourrait à lui seul financer les longues guerres de répression menées en Afrique, pas plus qu'il ne dispose de moyens financiers suffisants pour exploiter les ressources naturelles des territoires africains sous sa domination. Dans ces conditions, on ne saurait s'étonner de l'acharnement mis par le Portugal à conserver à tout prix ses territoires coloniaux, non plus que des tactiques obstructionnistes utilisées à l'ONU par ses alliés. Les activités de ces derniers témoignent

d'un effort constant et systématique pour renforcer le Portugal et lui permettre de créer un climat de répression favorable au pillage des ressources naturelles du pays et à l'exploitation totale de la main-d'œuvre autochtone. Une telle situation cependant ne doit pas pousser au désespoir; l'accession de la Guinée-Bissau à l'indépendance est une source de satisfaction pour tous les hommes de bonne volonté et de conscience qui doivent appuyer le nouvel Etat dans la lutte qu'il mène tant pour ne pas se laisser étouffer par le Portugal et les pays de l'OTAN que pour libérer la partie de son territoire encore sous domination coloniale. La communauté internationale a déjà été témoin de tentatives visant à renverser des Etats africains indépendants et souverains et l'ONU doit jouer un rôle actif non seulement pour assurer l'existence de la Guinée-Bissau mais encore pour lui permettre d'intensifier les efforts qu'elle déploie afin de mener à bien son œuvre de libération nationale.

35. M. KABINGA (Zambie) dit que sa délégation accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (A/9154) qui examine la nature et les formes d'assistance humanitaire et autre que fournissent aux pays et aux peuples coloniaux ainsi qu'aux populations des régions libérées l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, les autres organisations et les gouvernements. Nul ne conteste actuellement la nécessité d'une telle assistance humanitaire, mais il reste à rechercher les moyens de l'assurer sur le plan pratique. On affirme souvent que ce sont les méthodes de distribution de cette assistance aux peuples opprimés qui présentent des difficultés. La délégation zambienne pour sa part est convaincue que les mouvements de libération nationale et les organisations internationales reconnues par ces derniers sont en mesure de veiller de manière plus qu'adéquate à la distribution de l'assistance humanitaire tant aux populations des régions libérées qu'à celles qui sont encore assujetties à la domination coloniale et raciste. Pour ce qui est de l'aide à la Guinée-Bissau, les gouvernements, même s'ils n'ont pas encore reconnu le nouvel Etat indépendant, peuvent fournir leur assistance par l'intermédiaire du Gouvernement légitime de la République de Guinée-Bissau, placé sous la direction du PAIGC (Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde). Les problèmes posés aux pays d'accueil, comme la Zambie, par l'arrivée des réfugiés en provenance de territoires coloniaux ou de régions assujetties à des régimes d'oppression prennent une ampleur accrue et la délégation zambienne espère que l'ONU, les institutions spécialisées, les autres organisations compétentes et les gouvernements continueront à fournir une assistance dans ce domaine.

36. Le fait que la délégation zambienne a mis l'accent sur la nécessité de l'aide humanitaire ne signifie nullement qu'elle préconise, à l'instar du représentant du Portugal à la Troisième Commission qui prétend parler au nom des peuples opprimés des colonies portugaises, des solutions purement humanitaires aux problèmes de l'Afrique. L'Organisation des Nations Unies et la plupart des gouvernements ont reconnu que seule l'accession à l'indépendance des colonies portugaises et des peuples opprimés de Rhodésie du Sud, d'Afrique du Sud et de Namibie est susceptible d'apporter la paix à cette partie du monde. La Conférence d'experts, réunie à Oslo, qui a demandé que soit entrepris un programme d'action diplomatique, politique,

économique et autre, a reconnu sans équivoque le droit des peuples de ces régions à l'indépendance et à l'autodétermination. La délégation zambienne demande aux pays qui ne l'ont pas encore fait de reconnaître le nouvel Etat de la Guinée-Bissau et lance un appel aux Etats Membres de l'Organisation pour qu'ils reconnaissent comme seuls représentants authentiques des peuples opprimés les représentants des mouvements de libération nationale.

37. Les régimes racistes de Salisbury et de Pretoria et le colonialisme portugais auraient déjà disparu sans l'assistance fournie par certains pays de l'OTAN dans les domaines politique, économique, technique, militaire et autres. Cette assistance n'a pas seulement contribué à renforcer l'oppression, mais également à faire de l'Afrique australe une zone de tension et une véritable poudrière.

38. Se référant ensuite aux objections qu'a formulées le représentant du Portugal quant à l'aide financière et autre accordée aux mouvements de libération, prétendant que l'aide en question servirait à lutter contre des populations pacifiques, M. Kabinga déclare que tout le monde sait que ce sont les forces coloniales portugaises qui incendient des villages entiers et placent la population dans des camps de concentration. Quant à l'affirmation selon laquelle le Portugal progresse sur la voie de l'autodétermination, elle est dénuée de tout fondement et les élections organisées récemment en Afrique ne constituent — le représentant du Portugal le sait bien — qu'une parodie du processus électoral. En conclusion, la délégation zambienne rappelle à toutes les délégations que la paix ne régnera en Afrique que lorsque les peuples opprimés seront libres de choisir leur destin. Il convient donc, en étudiant les moyens de développer l'assistance accordée à ces peuples, que l'accent soit mis sur la nécessité d'éliminer le colonialisme et les régimes racistes des minorités blanches.

39. M. KARASSIMEONOV (Bulgarie) tient à exprimer une nouvelle fois la position de principe de son pays au sujet de la question dont est saisie la Commission. La délégation bulgare renouvelle sa solidarité et son appui aux peuples qui luttent pour l'indépendance et l'élimination du racisme; elle appuie également les efforts déployés par l'ONU dans ce domaine. Cependant, comme de nombreuses délégations africaines, elle est d'avis qu'il faut juger sur les actes et non sur des formules creuses, optique qui doit s'appliquer également au rôle de l'ONU en matière d'assistance humanitaire. Les faits effroyables consignés dans le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/9023 et Add.1 à 7) troublent la conscience de l'humanité et suscitent un mouvement de solidarité dans la communauté mondiale; mais ces agissements criminels ne peuvent faire l'objet de discussions théoriques, il faut lutter contre eux. Tant que le colonialisme et la discrimination raciale existeront et bénéficieront de l'appui de certaines puissances, les droits fondamentaux de l'homme seront bafoués. La délégation bulgare, qui estime que le droit à l'autodétermination constitue la condition préalable de la réalisation de ces droits fondamentaux de l'homme, a toujours apporté un appui matériel et moral total aux peuples de l'Angola, du Mozambique, du Zimbabwe,

de Namibie et aux autres peuples victimes du colonialisme et de la discrimination. Elle salue la victoire du peuple de Guinée-Bissau et a reconnu son nouveau gouvernement. Elle s'associe à ceux qui ont exprimé leur admiration pour Amílcar Cabral.

40. C'est la Bulgarie qui a proposé, à la vingt-deuxième session, d'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée générale la question de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies, et elle attache beaucoup d'importance à cet aspect de l'application du droit des peuples à l'autodétermination. Elle regrette que nombre d'institutions spécialisées n'aient pas totalement cessé de collaborer avec le Portugal et l'Afrique du Sud et n'aient pas accru la portée de leur assistance aux peuples coloniaux.

41. M. GAHUNGU (Burundi) dit que sa délégation appuie énergiquement les déclarations qui ont été proclamées par l'Organisation des Nations Unies pour défendre les droits des peuples qui sont encore opprimés et persécutés au mépris des principes consacrés par la Charte, état de choses qui constitue un anachronisme 25 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, elle-même suivie de l'adoption, par l'ONU et l'OUA, de nombreuses résolutions condamnant le racisme, le colonialisme et la politique d'*apartheid*. Le Portugal, l'Afrique du Sud, la Rhodésie et d'autres Etats encore continuent à défier l'humanité tout entière grâce au soutien de certaines puissances dont ils s'assurent la protection en leur permettant de participer au pillage de matières premières dont les véritables propriétaires sont sans défense. Le représentant du Burundi s'explique ainsi l'arrogance du prétendu représentant du Portugal, en se demandant qui cet Africain représente exactement, et pour quelles raisons.

42. M. MOREIRA (Portugal), prenant la parole sur un point d'ordre, souligne que son intervention a été faite au nom de la délégation portugaise et du Portugal. Il n'a attaqué personne et s'étonne d'avoir reçu des menaces à l'intégrité physique de sa personne fondées sur des arguments qui se rattachent à la race ou à la couleur de la peau.

43. Le PRÉSIDENT, évoquant l'article 115 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, prie le représentant du Burundi d'achever son intervention, étant entendu que le représentant du Portugal pourra prendre la parole ultérieurement aussi longtemps qu'il le souhaitera pour exercer son droit de réponse.

44. M. GAHUNGU (Burundi), poursuivant son intervention, dit que le représentant du Portugal a indiqué que dans le cas de ce pays il ne fallait pas parler de colonisation, mais d'assimilation. En fait, l'apport réel du Portugal aux territoires sous sa domination est bien connu : pauvreté matérielle, intellectuelle et morale. De son côté, le régime raciste de Pretoria s'est fait le protecteur du régime illégal de Salisbury, patronne le Gouvernement de Lisbonne et s'intéresse de très près aux événements du Moyen-Orient.

45. La délégation burundaise est cependant consciente de la fragilité des régimes racistes et colonialistes qui ne subsistent que grâce à l'aide matérielle et militaire considérable qu'ils reçoivent des puissances

de l'OTAN. Elle se joint donc à toutes les autres délégations qui ont invité ces puissances à reconsidérer leur attitude vis-à-vis des régimes en question, afin de permettre à l'humanité de progresser dans le respect de l'égalité, de la complémentarité et de la solidarité. En même temps, elle soutient la cause juste et noble des mouvements de libération des peuples qui luttent pour leur indépendance et se rallie aux propositions concrètes pertinentes demandant l'indépendance immédiate pour toutes les colonies portugaises, le retrait de l'Afrique du Sud de Namibie et la reconnaissance du droit à l'autodétermination des populations noires d'Afrique du Sud et de Rhodésie ainsi que du peuple palestinien. Elle invite tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que toutes les organisations gouvernementales et non gouvernementales à apporter une aide matérielle et morale à tous les peuples qui militent pour la cause universelle du respect et de la dignité de l'homme.

46. M. AL-QAYSI (Irak)* considère qu'en fait l'objet de la question en cours d'examen est "la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux" aux fins de "la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme", fins qui ne pourront être atteintes que si l'autodétermination est véritablement reconnue comme un droit dans le processus de décolonisation.

47. Le problème du colonialisme, du néo-colonialisme, de l'*apartheid* et de la discrimination raciale est indéniablement l'un des plus brûlants de l'époque et il est indispensable, pour arriver à le résoudre, d'en distinguer les racines profondes et d'en mesurer les dimensions. Il faut bien voir que la politique des colonialistes, en Afrique et ailleurs, est destinée à maintenir une structure socio-économique qui sert les intérêts stratégiques et économiques du capitalisme international; d'où une alliance impie, qui se manifeste soit directement, soit indirectement sous l'apparence du néo-colonialisme. Le représentant de l'Irak se penchera sur ces deux aspects du colonialisme, sans perdre de vue le droit à l'autodétermination.

48. Aux termes de la Charte, l'un des buts principaux de l'Organisation des Nations Unies est de développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, mesure considérée comme propre à consolider la paix du monde, un autre moyen important étant de développer et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue, ou de religion. Depuis l'adoption de ces objectifs, l'évolution de l'ordre mondial a marqué de son empreinte les aspects politiques et juridiques de leur mise en œuvre. Dans le domaine politique, la prétendue liquidation des anciens empires coloniaux ne doit pas faire illusion: outre que cette liquidation s'est faite contre le gré des colonialistes, elle est loin d'être complète et le colonialisme direct subsiste encore dans l'intérêt de l'exploitation capitaliste, quand il ne prend pas la forme indirecte plus dangereuse d'un néo-colonialisme destiné à protéger des intérêts économiques et stratégiques. Dans le domaine juridi-

que, les colonialistes continuent à appliquer des stratégies et des tactiques visant à l'exploitation des peuples, sous le couvert d'un droit et d'une pratique juridique périmés dont ils nient l'évolution de fait. En ce qui concerne la décolonisation, on peut citer deux exemples marquants de cas où l'ordre juridique international a ainsi évolué pour répondre aux besoins collectifs de la communauté mondiale: celui de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée le 14 décembre 1960 par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV), et celui de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale le 24 octobre 1970 dans sa résolution 2625 (XXV); dans le premier cas, l'Assemblée a proclamé solennellement la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, en déclarant que la sujétion des peuples à une domination et à une exploitation étrangères constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, et dans le second elle a énoncé les normes découlant notamment du principe de l'égalité de droits des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes. Or, rien n'indique que les colonialistes et les néo-colonialistes souscrivent à l'objectif qui consiste à appliquer pleinement les dispositions de la Charte, des instruments adoptés dans le cadre de celle-ci et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, textes qui témoignent clairement de l'avènement de normes nouvelles, à savoir: le principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination consacre un "droit juridique" inaliénable des peuples soumis à une domination coloniale ou étrangère ou à un contrôle étranger; tous les Etats ont l'obligation juridique de reconnaître ce droit et encouront une responsabilité s'ils ne le font pas; la reconnaissance de ce droit doit se traduire par une action concrète dans le cadre des buts et des principes de la Charte. Ces normes sont l'expression de la volonté collective des Etats, qui correspond elle-même à leur pratique collective, et on ne saurait prétendre qu'elles ne sont pas obligatoires parce qu'elles revêtent la forme de recommandations. La pratique doit en effet prévaloir sur les règles de droit classiques, qui ne sont plus étayées par l'*opinio juris necessitatis*.

49. Pour ce qui est des modes d'exercice de ce droit à l'autodétermination, lequel comprend un élément objectif (une entité géographique avec ses diverses ramifications politico-juridiques) et un élément subjectif (les aspirations légitimes nationales d'une population), il ne fait pas de doute qu'aux termes de la Charte et des déclarations précitées les moyens pacifiques doivent être le premier recours. Mais si la puissance coloniale refuse de transférer pacifiquement au peuple soumis à sa domination les pouvoirs qui reviennent de droit à celui-ci, elle se rend coupable d'une occupation illégale de territoire qui autorise ce peuple à résister, par les armes au besoin, pour obtenir le respect du droit qui lui est dénié. Toute autre interprétation aboutirait au *statu quo* colonial et viderait de leur sens les buts et principes de la Charte et la volonté collective de la communauté internationale.

50. Les principes de justice, d'humanité, de tolérance, de dignité de l'homme et de fraternité humaine, profondément enracinés dans la tradition arabe, ont été délibérément foulés aux pieds dans les

* La déclaration du représentant de l'Irak a fait l'objet d'un résumé détaillé conformément à la décision prise par la Commission (voir par. 52 de la présente séance).

terres arabes par les forces du colonialisme, du néo-colonialisme et du racisme, dont la réincarnation la plus récente est le sionisme. Le problème de la Palestine est identique par ses dimensions à ceux du colonialisme et du racisme. En effet Israël, né en 1948 — la même année que l'Afrique du Sud — du colonialisme de peuplement, a été édifié sur la base de la discrimination raciale et du mythe d'un "peuple élu". Les régimes minoritaires colonialistes et racistes d'Afrique et d'Israël, fermes piliers des intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme international, pratiquent la même politique de colonisation, de répression, d'extermination, d'agression et d'expansion et ont manifesté à plusieurs reprises leur mépris de l'opinion publique internationale et de la volonté des Nations Unies; les Palestiniens comme les Africains autochtones sont expulsés de leur patrie, voient leurs maisons démolies, leurs villages détruits, leurs moissons incendiées, leurs terres occupées par de nouvelles colonies de peuplement; ils sont arrêtés sans jugement et leur liberté de déplacement est restreinte. Mais l'aspect le plus dangereux de l'existence d'Israël est, pour le tiers monde, la façon insidieuse dont il se pose en source d'aide et d'assistance pour les pays en voie de développement. Le temps a montré que c'est là une façade derrière laquelle le régime sioniste s'emploie à maintenir les influences impérialistes dans le tiers monde, au service du colonialisme et de la discrimination raciale. Puisque les pouvoirs coloniaux et les asservisseurs étrangers ne semblent pas vouloir assumer leurs responsabilités internationales et permettre le déroulement pacifique du processus d'autodétermination, la décolonisation et la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doivent se poursuivre et se renforcer par les moyens d'action envisagés dans les résolutions de l'ONU. Si tous ceux qui ont sincèrement foi dans les droits de l'homme resserrent leurs rangs, la lutte qu'ils mènent contre les colonialistes, pour l'émancipation, la justice et la dignité de l'homme sera couronnée de succès.

51. M. KABINGA (Zambie) demande, compte tenu de l'importance exceptionnelle de la déclaration que vient de faire le représentant de l'Irak, que le texte en soit publié *in extenso*.

52. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objections, la déclaration du représentant de l'Irak fera l'objet d'un résumé très détaillé dans le compte rendu analytique de la séance.

Il en est ainsi décidé.

53. M. ELHOFARI (République arabe libyenne) dit que sa délégation attache une grande importance à la question qu'examine la Commission car son pays a longtemps subi l'occupation étrangère et sait ce que signifient l'indépendance et le colonialisme. Tout en se félicitant de l'accession à l'indépendance d'un nouvel Etat du continent africain, la Guinée-Bissau, dont le peuple héroïque a libéré la plus grande partie du territoire, et en espérant que le reste du territoire sera bientôt libéré, elle déplore que, 25 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme et 13 ans après celle de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le colonialisme sévisse encore dans de nombreuses parties du monde. Bien que la Conférence internationale des droits de l'homme, tenue à Téhéran en 1968, ait réaffirmé l'importance de la réalisation universelle du

droit des peuples à l'autodétermination, le Portugal, l'Afrique du Sud et le régime de Smith en Rhodésie continuent de défier les résolutions des Nations Unies; il en est de même pour leurs alliés, en particulier les Etats-Unis d'Amérique et les puissances de l'OTAN, qui leur fournissent une aide militaire, économique et autre. Ces puissances sont responsables des souffrances infligées aux peuples africains car, sans leur soutien, les régimes minoritaires ne pourraient se maintenir au pouvoir.

54. Au Moyen-Orient, par ailleurs, le peuple palestinien continue de lutter avec héroïsme contre les sionistes venus de diverses parties du monde pour les expulser de chez eux. Il ne fait aucun doute, toutefois, que les Palestiniens réussiront en fin de compte à chasser l'envahisseur et à recouvrer leur territoire.

55. Il y a lieu de déplorer, en outre, que dans d'autres parties du monde, notamment dans la péninsule indochinoise et en Amérique latine, de nombreux peuples soient victimes d'agressions impérialistes.

56. Pour ce qui est du rapport du Secrétaire général dont la Commission est saisie (A/9154), la délégation libyenne se félicite de la coopération qui s'est instaurée entre l'ONU et l'OUA et elle espère que l'Organisation des Nations Unies accordera une assistance accrue aux peuples africains sous domination coloniale de même qu'à ceux des zones libérées. Il importe que tous les peuples et Etats épris de paix fassent de même. La République arabe libyenne, pour sa part, a imposé un embargo sur tous les navires à destination de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie du Sud et des territoires sous domination portugaise, en application des résolutions pertinentes de l'ONU et de l'OUA; elle a interdit à tous les avions à destination de ces régions de survoler son territoire et offre un appui moral et matériel à tous les mouvements de libération du monde entier, en particulier ceux d'Afrique australe et les mouvements de libération palestiniens.

57. M. THOMAS (Libéria) dit que, de l'avis de sa délégation, le point considéré par la Commission devrait s'intituler : "Rétablissement des pays et peuples coloniaux dans leur droit à l'autodétermination". En effet, lorsque les puissances occidentales se sont partagé l'Afrique à la Conférence de Berlin, en 1885, elles ont éliminé tous les gouvernements autochtones qui existaient dans les territoires. On sait le rôle qu'ont joué les chefs de village dans l'histoire de l'Afrique. Les nombreuses résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies, en particulier la résolution 1514 (XV), ont pour objet de rétablir le droit légitime des peuples des territoires coloniaux à cette autodétermination dont ils jouissaient avant la colonisation.

58. Rappelant que c'est la délégation libérienne qui, en 1961, prit l'initiative de porter pour la première fois la question de l'Angola à l'attention du Conseil de sécurité, M. Thomas souligne que si l'ONU avait depuis lors adopté une position plus ferme à l'égard du Portugal, le massacre qui s'est produit à ce moment-là au Mozambique n'aurait pas eu lieu. L'Afrique du Sud et le régime illégal de Rhodésie ont, eux aussi, constamment ignoré les résolutions de l'ONU et poursuivi leur politique de répression. L'Afrique du Sud a continué à appliquer l'ignoble politique d'*apartheid* et l'a même étendue à la Namibie.

59. La délégation libérienne estime le moment venu de prendre des mesures concrètes, pour faire en sorte qu'avec l'assistance des grandes puissances les résolutions déjà adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale soient respectées. Elle espère que le Portugal et l'Afrique du Sud réviseront leur attitude à la lumière des réalités présentes et tiendront compte de toutes les résolutions adoptées en la matière, afin que les peuples des territoires en question puissent jouir de la liberté et exercer leurs droits fondamentaux.

60. Mlle ALIGAWEEESA (Ouganda) estime que l'on ne saurait trop insister sur l'importance de la question à l'examen, qui figure année après année à l'ordre du jour de la Commission et d'autres organes compétents de l'ONU, sans grands résultats il est vrai. En Afrique australe, la situation ne fait qu'empirer et est devenue particulièrement explosive. Le Portugal continue de défier l'opinion mondiale en appliquant les pires formes de colonialisme et d'impérialisme, violant ainsi les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et mettant en péril la paix et la sécurité mondiales. Les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie poursuivent eux aussi la même politique et ignorent délibérément la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ainsi que la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

61. Pour ce qui est du Portugal, chacun sait que si ce pays, qui est le plus pauvre de toute l'Europe, se refuse à reconnaître les droits fondamentaux des peuples du Mozambique et de l'Angola, c'est en raison de l'appui que lui fournissent ses alliés de l'OTAN. Les statistiques relatives aux échanges commerciaux entre les pays occidentaux et les prétendues colonies portugaises montrent que ces puissances ont tout intérêt à assurer le maintien de la présence du Portugal en Afrique. La représentante de l'Ouganda rappelle également l'accord par lequel les Etats-Unis se sont engagés, en 1971, à fournir au Portugal des crédits et une aide directe d'une valeur de 435 millions de dollars pour s'assurer la jouissance de la base militaire des Açores pendant cinq ans. Cet accord représente une tentative pour renforcer la position du Portugal et l'aider à intensifier sa domination en Angola et au Mozambique. Par ailleurs, la sécurité de l'Afrique du Sud étant étroitement liée à la question des territoires portugais, le soutien des Etats-Unis au Portugal ne saurait être dissocié de son soutien à la politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. On sait que l'Afrique du Sud s'est déclarée disposée à offrir une aide militaire à tous les pays d'Afrique australe, y compris le Mozambique et l'Angola, pour lutter contre le prétendu terrorisme, alors qu'en fait c'est l'armée portugaise qui terrorise les populations. La lutte de ces dernières sera toutefois victorieuse en fin de compte, comme en témoigne l'exemple de la République de Guinée-Bissau qui, quelques semaines après avoir proclamé son indépendance, a été reconnue par plus de 70 Etats. Cette nouvelle victoire pour l'Afrique montre qu'en dépit des armes et des troupes fournies par les puissances de l'OTAN, les jours du Portugal sont comptés.

62. A propos de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud, la représentante de l'Ouganda

réaffirme que l'Afrique du Sud n'a aucun droit à se trouver dans ce territoire, auquel elle a étendu sa politique raciste. Le peuple namibien est systématiquement persécuté et ne jouit d'aucun de ses droits fondamentaux. La délégation ougandaise déplore l'attitude du Gouvernement sud-africain à cet égard et se joint à tous les Etats qui ont demandé que l'Afrique du Sud soit chassée de Namibie, de gré ou de force.

63. En Afrique du Sud, mauvais traitements, arrestations et exécutions sommaires sont la règle. La législation tout entière ne vise qu'à maintenir le contrôle économique et politique des ressources du pays par la minorité blanche. Cette situation ne se perpétue que grâce à l'aide de capitaux étrangers et à la présence d'immigrants; le régime ne pourrait survivre s'il était isolé. C'est d'ailleurs en vain qu'il s'est efforcé d'entamer un dialogue avec les pays indépendants d'Afrique pour essayer de légitimer son existence et de discréditer les mouvements de libération.

64. Pour ce qui est de la Rhodésie, le Gouvernement britannique persiste à déclarer que ce territoire est une colonie britannique et que la Grande-Bretagne en a l'entière responsabilité, cependant que le peuple du Zimbabwe est persécuté et que le régime minoritaire suit l'exemple de l'Afrique du Sud. Si le Royaume-Uni se préoccupait sincèrement des souffrances du peuple du territoire, il aurait trouvé le moyen de faire quelque chose, mais son alliance avec le régime de Smith est bien connue. Mlle Aligaweessa souligne qu'il y a eu récemment au Parlement britannique un débat sur le point de savoir si la Rhodésie devait être reconnue en tant qu'Etat indépendant. La motion en ce sens a certes été rejetée, mais le simple fait qu'elle ait été présentée en dit long sur la duplicité de la position britannique.

65. La situation au Moyen-Orient est également un grave sujet de préoccupation et la délégation ougandaise estime que le problème ne pourra être réglé à long terme si le problème palestinien n'est pas d'abord résolu : le peuple palestinien a le droit de vivre en paix dans sa patrie et aussi longtemps que les Palestiniens demeureront des réfugiés sans abri le problème du Moyen-Orient restera entier.

66. La représentante de l'Ouganda souligne pour terminer que le colonialisme, où qu'il se produise et quelle que soit la forme sous laquelle il se produit, doit être condamné dans les termes les plus énergiques par tous ceux qui souhaitent voir la paix régner dans le monde.

67. Mme MANDARA (République-Unie de Tanzanie) estime que les trois séances qui ont été consacrées au point de l'ordre du jour à l'examen sont absolument insuffisantes pour traiter d'une question aussi importante; elle espère qu'en dépit de leur brièveté il sera dûment tenu compte des débats de la Commission sur ce point. La question dont la Commission est saisie met en effet en cause l'un des fondements de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'un des principes qui ont présidé à la création de l'Organisation des Nations Unies. Sans l'indépendance, il est impossible d'assurer le respect des droits de l'homme les plus fondamentaux. Pour cette raison, la délégation tanzanienne ne peut qu'exprimer une fois de plus son indignation devant la façon dont le peuple sud-africain et d'autres peuples sous domination coloniale se voient refuser par des minorités racistes l'exercice de leur droit inaliénable à l'autodétermination. La communauté mondiale, et

l'Organisation des Nations Unies en particulier, ont le devoir de faire en sorte que le colonialisme, l'impérialisme et le néo-colonialisme soient éliminés. Le droit à l'autodétermination ne peut faire l'objet de négociations entre l'opprimeur et l'opprimé et s'il n'est pas reconnu, tout peuple a le devoir sacré de recourir à tous les moyens dont il dispose pour accéder à l'indépendance et vivre dans la liberté et la dignité.

68. Vingt-cinq ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme et 13 ans après l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le colonialisme, la politique d'*apartheid* et la discrimination raciale continuent de sévir et les peuples d'Afrique australe et des colonies portugaises sont persécutés par des régimes racistes minoritaires et par le Gouvernement raciste du Portugal, qui n'hésitent pas à utiliser tous les moyens, y compris le meurtre, la torture et l'emploi du napalm, pour perpétuer leur domination. Mme Mandara rappelle à cet égard les massacres perpétrés par les autorités portugaises au Mozambique et souligne que seuls certains de ces actes sont portés à la connaissance de la communauté internationale grâce à des témoins comme le Père Hastings et d'autres missionnaires qui, pour avoir ainsi porté témoignage, se trouvent actuellement dans des geôles portugaises. En même temps, la population autochtone est utilisée par les colonialistes comme une source de main-d'œuvre à bon marché, en vue d'éviter l'effondrement économique de la métropole. Mme Mandara mentionne à cet égard les renseignements contenus dans le chapitre IV du rapport du Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [A/9023 (troisième partie)] concernant les rémunérations versées aux travailleurs africains ainsi que le déplacement de la population autochtone d'Angola, que l'on installe de force dans des régions où le climat et le sol sont ingrats pour laisser les terres fertiles aux immigrants européens.

69. En Afrique du Sud, le Gouvernement raciste bafoue l'opinion mondiale ainsi que les résolutions de l'Assemblée générale et viole les principes de la Charte, tout en continuant à faire partie de l'Organisation. La majorité de la population subit des persécutions quotidiennes allant jusqu'au génocide dans le cas de la population noire, comme en témoignent les incidents de Sharpeville et Carletonville. Ces actes criminels doivent être condamnés par tous les peuples qui se respectent.

70. Pour ce qui est de la Namibie, le Gouvernement sud-africain continue à ignorer la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale mettant fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le territoire, ainsi que toutes les décisions ultérieures de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et même de la Cour internationale de Justice. L'Afrique du Sud a étendu à la Namibie sa politique d'*apartheid* par la création de bantoustans. A nouveau la représentante de la République-Unie de Tanzanie renvoie la Commission au rapport du Comité spécial, en particulier au chapitre VIII (A/9023/Add.2). La délégation tanzanienne estime que l'ONU ne doit reculer devant aucun moyen pour mettre fin à la domination tyrannique de l'Afrique du Sud en Namibie.

71. En Rhodésie du Sud, le régime illégal de Smith commence, lui aussi, à appliquer la politique sud-africaine d'*apartheid*. Mme Mandara rappelle la responsabilité historique qui incombe au Royaume-Uni à cet égard et souligne que l'attitude de ce pays n'a guère évolué. En 1965, le Gouvernement britannique proclamait qu'il ne faudrait que quelques semaines pour briser la résistance du régime illégal; or huit ans ont passé, pendant lesquels le Gouvernement britannique n'a rien fait de concret; il n'a fait que parler de pourparlers, tandis que le régime de Smith consolidait sa domination illégale et que d'éminents dirigeants africains continuaient de languir en prison. Des efforts grotesques ont été déployés par le Gouvernement britannique pour amener le peuple de la Rhodésie à accepter la domination de la minorité, mais celui-ci a rejeté catégoriquement les propositions de la Commission Pearce et les combattants de la liberté poursuivent et intensifient leur lutte. La délégation tanzanienne invite à ce propos tous les Etats Membres de l'Organisation à accorder sans réserve leur soutien aux combattants du Zimbabwe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire, faute de quoi ils seront responsables de la création, avant la fin de la décennie, d'une nouvelle Afrique du Sud.

72. Si, en dépit des nombreuses résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie et les colonialistes portugais continuent à opprimer les peuples d'Afrique australe, c'est grâce à l'appui considérable qu'ils reçoivent de certaines puissances de l'OTAN. Ce fait a été reconnu par le Comité spécial lui-même aux chapitres IV et V de son rapport sur les activités des intérêts militaires étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [A/9023 (troisième et quatrième parties)]. La délégation tanzanienne fait appel une fois de plus aux Etats qui collaborent avec les gouvernements colonialistes pour qu'ils suspendent immédiatement toute assistance à ce régime. En dernier ressort, ce sont eux qui sont responsables du maintien d'une situation qui constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales et fait obstacle à la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

73. La délégation tanzanienne se félicite de la décision prise par le peuple de la Guinée-Bissau de proclamer son indépendance et elle condamne l'acte d'agression que constitue la présence de forces militaires portugaises sur le territoire de ce pays. Elle s'engage à donner tout son appui à ce peuple pour qu'il puisse consolider son indépendance et lutter contre le Portugal.

74. Passant ensuite à la question du Moyen-Orient, Mme Mandara souligne que la cause essentielle du problème réside dans le fait que le peuple palestinien qui a droit à la liberté et à l'indépendance comme tous les autres peuples, a été privé de ses droits fondamentaux, puisqu'il a été expulsé de son pays et contraint de vivre dans des camps. L'occupation illégale des territoires arabes par Israël constitue un acte d'agression, et une solution équitable doit être trouvée pour assurer la paix dans cette partie du monde et donner une valeur pratique aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

75. La délégation tanzanienne réaffirme son soutien à tous ceux qui luttent pour le rétablissement de leurs droits inaliénables à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance; elle condamne énergiquement l'appui militaire, moral et matériel dont bénéficient les régimes racistes d'Afrique du Sud et demeure persuadée que la lutte sacrée et juste des peuples d'Afrique australe et de tous ceux qui sont encore sous la domination coloniale sera un jour couronnée de succès. Aucune détente, aucune paix ne sont possibles lorsque règne l'injustice et il est vain de parler des droits de l'homme tant que les droits des peuples à l'autodétermination et à la dignité humaine n'auront pas été rétablis. Tel est l'objectif auquel tous les Etats Membres doivent consacrer leurs efforts.

76. Le PRÉSIDENT annonce qu'une séance supplémentaire sera consacrée à l'examen du point 59 de l'ordre du jour par la Commission.

77. Mme GEORGE (Trinité-et-Tobago) dit que l'examen de cette question doit être replacé dans la perspective de la résolution 2955 (XXVII) et, en particulier, des paragraphes 4 et 5. En ce qui concerne le paragraphe 5, le rapport établi par le Secrétaire général (A/9154) indique dans quels domaines des activités ont été entreprises. Ce rapport, clair et documenté, a permis aux délégations d'établir une relation entre les tendances politiques et économiques et les aspirations humanitaires.

78. Le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago, qui appuie les objectifs des mouvements de libération et le principe de l'octroi d'une assistance à ces mouvements, a fourni 22 bourses d'étude au titre du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, reconnaissant ainsi la légitimité des mouvements de libération d'Afrique australe ainsi que la nécessité de mobiliser et de développer les ressources humaines en vue de l'indépendance. A ce propos, Mme George souhaiterait qu'il soit fait mention dans le projet de résolution qui sera présenté sur le point de l'ordre du jour à l'examen de la suggestion faite par le représentant de la Suède au Comité spécial, lors du retour de la mission spéciale en Guinée-Bissau, concernant la présentation à New York et dans d'autres grandes villes d'un programme de chant, de poésie et de danse exécuté par des enfants des écoles de

Guinée-Bissau². Cette suggestion, appuyée par d'autres membres de la mission, a ensuite été approuvée par le Comité spécial dans son rapport. La représentante de la Trinité-et-Tobago pense qu'il devrait être possible de s'assurer la participation de ce groupe au programme prévu pour le 10 décembre 1973, qui marquera le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le lancement de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Une telle initiative serait très utile pour rendre compte de la situation morale et politique dans les régions qui viennent d'être libérées et pour mieux faire connaître les efforts réalisés par les populations elles-mêmes.

79. En ce qui concerne l'emploi qui est fait de la force pour empêcher les peuples d'Afrique australe et des territoires coloniaux d'exercer leurs droits légitimes, la délégation de la Trinité-et-Tobago estime que, compte tenu du mandat humanitaire, social et culturel de la Troisième Commission, il importe de ne pas s'en tenir à des condamnations de caractère politique, aussi justes soient-elles, et de viser des objectifs sociaux plus élevés en essayant de faire en sorte que les peuples en question jouissent de leurs droits fondamentaux. Mme George rappelle à cet égard la déclaration faite par le représentant de son pays à la 2162ème séance plénière de l'Assemblée générale, lors de l'examen du projet de résolution relatif à la Guinée-Bissau : il aurait mieux valu que l'évolution de la Guinée-Bissau fût plus pacifique, mais le cas de ce pays montrait que l'on ne pouvait jamais s'opposer au cours de l'histoire. A ce propos, la délégation de la Trinité-et-Tobago rend une fois de plus hommage à Amílcar Cabral, fondateur du PAIGC, dont le rôle a été si important. Il y a lieu d'espérer que l'ancienne puissance coloniale ne se refusera pas à admettre le fait que la Guinée-Bissau a été reconnue en tant qu'Etat par un très grand nombre de pays, car un tel refus ne ferait qu'aggraver la tension internationale. Le fait que le peuple de la Guinée-Bissau ait réussi à réaliser ses aspirations nationales et culturelles doit servir de base tant aux colonisateurs qu'aux colonisés pour concilier leurs points de vue et éviter les affrontements sanglants.

La séance est levée à 18 h 10.

² Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 23, chap. X, par. 46.

2018^e séance

Mardi 6 novembre 1973, à 15 h 5.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.2018

POINT 59 DE L'ORDRE DU JOUR

Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général (suite)
[A/9154, A/C.3/L.2047]

1. M. LUBIK (Pologne) rappelle que, dans sa résolution 2955 (XXVII), l'Assemblée générale a

décidé d'examiner les moyens de fournir le maximum d'aide humanitaire et matérielle aux peuples des territoires coloniaux et a demandé au Secrétaire général de lui présenter un rapport à ce sujet à sa vingt-huitième session. Le rapport du Secrétaire général (A/9154) contient des renseignements sur la portée et la nature de l'assistance fournie aux pays et aux peuples coloniaux ainsi qu'aux peuples des régions libérées des territoires coloniaux par les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Il y a lieu